



**ARNAUD
MONTEBOURG**
PRÉFACE D'EMMANUEL TODD

**VOTEZ POUR LA
DÉMONDIALISATION !**



Flammarion

Extrait de la publication

VOTEZ POUR LA DÉMONDIALISATION !

Vous faites partie de ces millions de Français qui ne vivent que de leur travail ou aimeraient en vivre.

Pour vous, le quotidien de la mondialisation c'est la désindustrialisation, la précarité, l'appauvrissement et le déclassement, l'explosion des inégalités, la destruction des services publics, la montée de la dette, les délocalisations...

Pour lutter contre ces fléaux, une seule solution : la démondialisation, véritable remise à l'endroit d'un système devenu fou.

La démondialisation vous concerne. Car c'est la protection des travailleurs du Nord et du Sud, la préférence pour les salaires et la protection sociale plutôt que les dividendes boursiers. C'est la conversion écologique du système productif et la révolution industrielle verte, le retour des usines en Europe et la reprise en main de notre destinée.

Les primaires de la gauche, les 9 et 16 octobre prochains, sont l'occasion de faire ce choix : alors, votez pour elle !



ARNAUD MONTEBOURG,

candidat aux primaires de la gauche,
député à l'Assemblée nationale et président
de son département de Saône-et-Loire,
a déjà publié avec succès chez Flammarion
Des idées et des rêves.

www.demondialisation.eu

Flammarion

Votez pour la démondialisation !

DU MÊME AUTEUR

Des idées et des rêves, Flammarion, 2010

Primaires, comment sauver la gauche ?, avec Olivier Ferrand, Seuil, 2009

La Constitution de la VI^e République. Réconcilier les Français avec la démocratie, avec Bastien François, Odile Jacob, 2005

La Machine à trahir. Rapport sur le délabrement de nos institutions, Denoël, 2000 ; Folio Documents, 2002

Monaco et le blanchiment. Mission de l'Assemblée nationale sur la délinquance financière, Éditions 1, 2000

Les Tribunaux de commerce : une justice en faillite ?, avec François Colcombet, Michel Lafon, 1998

Arnaud Montebourg

Votez pour la
démondialisation !

*La République plus forte
que la mondialisation*

Flammarion

www.demondialisation.eu

© Flammarion, 2011
ISBN : 978-2-0812-6883-8

Extrait de la publication

« Les idées, la connaissance, l'art, l'hospitalité, les voyages : ce sont là des choses qui, par nature, doivent être internationales. Mais produisons les marchandises chez nous chaque fois que c'est raisonnablement et pratiquement possible. »

John Maynard Keynes, 1933.

PRÉFACE

Ce texte est important.

Arnaud Montebourg y affronte les vrais problèmes : le libre-échange, qui détruit la vie économique des citoyens et tue la démocratie, le jeu égoïste des grandes puissances exportatrices que sont la Chine ou l'Allemagne. Il constate l'impossibilité et l'archaïsme du socialisme redistributif, l'inutilité et l'inefficacité du socialisme d'ajustement.

Il propose, en termes clairs, une solution : le protectionnisme européen avec sa nécessaire dimension écologique. En homme d'État, il admet que la solution passe par une négociation ferme et amicale avec l'Allemagne.

Ce texte vaut autant par la fermeté de son ton que par la clarté de ses propositions. Nous sommes ici bien loin du robinet d'eau tiède qui a fait tant de mal à la gauche.

Les socialistes, s'ils le veulent, auront lors des prochaines élections présidentielles un programme

de court et de long terme, réaliste, capable de réconcilier les citoyens avec leur classe politique, avec leurs institutions, avec l'idée européenne.

Emmanuel TODD

PROLOGUE

Vous êtes l'un de ces millions d'ouvriers et techniciens de l'industrie qui aiment leur métier, mais votre salaire plafonne et ne vous suffit plus pour vivre, pendant que les conditions de travail se durcissent et que la vie chère se répand et paralyse votre existence.

Vous êtes l'une de ces femmes au travail depuis dix, quinze ou vingt ans, une femme courageuse qui élève parfois seule son ou ses enfants, chez qui les signes de fatigue au travail apparaissent et touchent son corps comme sa chair, dans l'indifférence de son employeur.

Vous êtes l'un de ces cadres du secteur privé, qui en ont assez de la façon inhumaine et humiliante dont les entreprises sont dirigées, jouets dont l'essentiel des décisions de gestion sont prises par un management sans âme, et au profit d'actionnaires anonymes à la goinfrerie sans limite, qui ne partagent jamais.

Vous êtes l'un de ces jeunes diplômés qui, depuis l'âge de 25 ans, passent de stage en stage, puis de contrats précaires en contrats à durée déterminée. Vous dépendez encore de vos parents après votre trentième anniversaire, mesurant en vous-même la violence économique d'un système pourtant très généreux et lucratif pour d'autres.

Vous êtes l'un de ces agriculteurs qui gagnent mal leur vie malgré un travail dur et astreignant, un travail qui ne permet plus de nourrir votre famille, à tel point que votre conjoint a dû prendre un autre emploi et rapporter un salaire. Vous ressentez à quel point on vous a jeté sur les marchés de la concurrence mondiale sans filet de sécurité, l'Europe ne vous protégeant plus comme autrefois.

Vous êtes l'un de ces petits patrons d'entreprise moyenne qui subit la dureté de l'abus de domination économique de la grande distribution, laquelle capte abusivement la valeur que vous-même et vos employés donnez à votre production. Vous avez compris que le système économique fonctionne comme un prédateur qui dévore la valeur générée par vos efforts créatifs et les risques que vous-même avez su prendre.

Vous êtes de ceux qui, au chômage, ont perdu leur emploi à cause des nombreuses délocalisations qui ont touché la France. On a eu l'outrecuidance de vous proposer un emploi en Tunisie, parfois en Inde ! Vous avez connu le chantage aux délocalisations, exercé par des directions et un management sans scrupules, afin que vous renonciez aux 35 heures, à vos primes. Ce qui n'a pas empêché les plans sociaux d'être présentés comme inéluctables, alors que votre groupe continuait à gagner de l'argent et à distribuer des dividendes.

Vous tous, sans le savoir, êtes unis à cause d'un même problème : la mondialisation, une escroquerie que vos dirigeants vous ont infligée pendant vingt ans et qui s'est retournée contre vous.

Vous vous unirez, je l'espère, en vous reconnaissant dans le programme de démondialisation que je propose. Les solutions que celui-ci engage sont destinées à lutter contre l'appauvrissement collectif et individuel actuel, celui que chacun d'entre vous, d'entre nous, ressent cruellement dans sa vie quotidienne.

La démondialisation a pour objectif de lutter contre notre impuissance face à la violence de

l'économie, impuissance qui provoque la sourde
dépression nerveuse qui s'est emparée de notre
grand et beau pays, la France.

CHANTAL, LYSIANE, ANDREAS,
BARBARA, VICTIMES PAR MILLIONS
DE LA MONDIALISATION

Chantal a 45 ans, en ce mois d'avril 2008. Pour elle, l'histoire se répète. Licenciée en 1996 de l'usine textile Leblanc à Lille avec dix-sept ans d'ancienneté, elle avait retrouvé du travail deux ans plus tard dans la teinturerie STAF. Au bout de dix ans, on prend les mêmes et on recommence. « *Quand on a vu une machine partir au Brésil, on s'est dit qu'il se passait quelque chose. Mais soi-disant qu'il y avait un projet grandiose !* » explique Philippe. Matériel délocalisé, jours chômés, l'inquiétude a fini par envahir l'usine. Chacun savait ce qui allait arriver, mais le jour où la nouvelle tombe vraiment, ça fait incroyablement plus mal. C'est le licenciement, avec une proposition de reclassement en prime, au Brésil ou en Turquie pour un salaire de 230 euros ou 315 euros par mois. Le cœur n'y est plus, et la colère le dispute à la résignation. Une

résignation qui colle à la peau, qui laisse des traces parce qu'elle se double de l'humiliation. Sur le parking de l'entreprise, Corinne et Lysiane rejoignent timidement le piquet de grève. Elles ne sont pas concernées par le plan, mais se disent qu'elles feront partie de la prochaine charrette. Elles sont présentes par solidarité, mais tellement gênées. Et puis, il faut bien retourner travailler. Elles n'ont pas les moyens de faire grève. 15 heures, coup de théâtre. Parce que Chantal a un handicap, elle ne fait plus partie du groupe des licenciés. Sur le parking, sans plus de ménagement, on annonce que c'est Lysiane qui la remplace. « Maladresse », dit la direction avec un cynisme incroyable, coup de tonnerre dans une vie de travail plus certainement.

Ce matin, Andréas ne peut pas aller au boulot, il doit absolument aller chez le dentiste. Une rage de dents. Andréas prévient l'association dans laquelle il travaille. Elle est située dans un quartier de la très industrielle Bochum, jadis fleuron de la Ruhr allemande. Andréas y coupe des planches de bois, qui servent ensuite à faire des étagères. Avec ce job, il gagne 9 euros... par jour. Andréas fait partie des 300 000 travailleurs à 1,50 euro. C'est le dispositif « 1-euro-job ». Le travail à tout prix, même quand il n'a plus de valeur. Chaque mois, Andréas touche son salaire et en plus 350 euros versés par l'assu-

rance chômage. Ces « 1-euro-jobs » sont une invention de la loi Hartz IV. Peter Hartz, ancien DRH de Volkswagen, était un proche du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder. C'est lui qui a conçu la réforme de l'agence pour l'emploi, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005. L'économie mondiale se portait bien, la crise n'était pas encore là. Dans la compétition internationale, le modèle social allemand devait être adapté, répétaient les politiques. En sortant de chez le dentiste, Andréas fait ce qu'il a à faire. Une lettre à déposer à l'agence pour l'emploi. Un passage par la mutuelle pour le remboursement des 25 euros du dentiste. Un saut à la poste pour payer le téléphone : 24 euros. Il vient de recevoir une lettre de rappel. Plus tard, il ira faire ses courses au supermarché discount. Sorties et lectures, c'est du passé. Andréas a 48 ans. Il a l'air bien fatigué. Bochum, ce n'est plus le miracle allemand de l'après-guerre. À quelques kilomètres, Nokia a supprimé près de 3 000 emplois pour délocaliser en Roumanie.

À Bochum, Andréas aurait pu croiser Gina. Gina cherche un emploi, mais elle travaille quand même un peu. Dix heures par semaine, 8 euros par heure. Elle fait le ménage dans une entreprise. En Allemagne, elle occupe ce qu'on appelle un « job à 400 euros ». Jusqu'à 400 euros, son patron est exonéré de charges et

elle aussi. Mais, du coup, elle ne cotise pas pour la retraite et l'assurance-maladie. Encore une disposition Hartz. Bien sûr, Gina aimerait travailler plus, mais son patron n'y trouve aucun intérêt. Elle pourrait même considérer qu'elle a de la chance : quand elle a été recrutée, la file des candidats était tellement longue qu'aller se plaindre, elle ne le fera jamais.

Barbara habite dans une capitale d'un genre particulier. Cleveland, la capitale des saisies de maison, dans l'État de l'Ohio aux États-Unis d'Amérique. Quand les huissiers arrivent, en général, les maisons sont vides. Les gens qui y vivaient sont partis avant. L'affront n'est pas supportable. Ils vont dans leur famille ou se retrouvent à la rue. En général, les maisons sont encore pleines des meubles et objets des familles qui y vivaient. Elles ont vingt-quatre heures pour partir et pas les moyens de payer un déménagement. Le piège dans lequel ces ménages modestes sont tombés, c'est les subprimes, un mécanisme destructeur inventé par l'industrie financière. Barbara a aussi été victime des subprimes. Le courtier qui lui a vendu le prêt ne lui a pas expliqué que le taux était variable et elle n'a pas lu les petits caractères en bas des nombreuses pages du contrat. Mais elle sait qu'elle s'en est bien sortie. Elle a réussi à convaincre une banque sérieuse de racheter son prêt. Pour cela, elle s'est encore

endettée. Au final, sa maison lui aura coûté cinq fois son prix initial.

Mais tout autour, Cleveland est devenue une ville défigurée. Les maisons abandonnées suscitent les pillages, les gangs y élisent domicile, les quartiers se dégradent, ne sont plus que des théâtres d'ombres et de trafics. Pendant ce temps, ces petits morceaux du rêve américain sont vendus aux enchères à des prix dérisoires. Banques et spéculateurs les croquent pour une bouchée de pain. En dix ans, à Cleveland, les ventes aux enchères de maisons saisies ont été multipliées par plus de cinq. Pendant ce temps, certains ont gagné beaucoup d'argent, à commencer par les banquiers, les courtiers, et l'ensemble de la bulle financière qui spéculait et spéculait encore, qui vendait et revendait ces subprimes pourries. Plus le prêt accordé était gros et plus leur commission aussi. Finalement, conclut Barbara, « leurs bonus sont indexés sur notre malheur ». Barbara était comme ces millions d'Américains qui ne gagnaient pas assez leur vie et se sont endettés avec l'aide du système bancaire qui les y encourageait. Ces classes moyennes aux salaires insuffisants sont devenues les nouveaux pauvres ruinés par la crise financière.

À la terrasse d'un bistrot de mauvaise mine, Liu Lei, 21 ans, et son collègue du même âge,

Zhang Li, discutent. Ils travaillent au département contrôle d'Apple à Guanlan, un site du géant taïwanais Foxconn qui fabrique les iPhones dont raffolent les Occidentaux. « Notre équipe vérifie 9 500 iPhone pas jour, explique l'un des deux jeunes hommes. Je suis payé 2 000 yuans par mois (225 euros) », soit deux à trois fois plus que le salaire moyen d'un ouvrier chinois. Les ouvriers travaillent soixante heures par semaine, avec seulement douze jours de congés annuels. Le travail est très dur, reconnaissent les deux amis, mais quand on leur parle de suicide, ils repoussent le sujet. « Ce n'est pas respectueux pour nos parents. »

Foxconn est pourtant l'entreprise qui a connu une vague importante de suicides, quinze entre janvier et juin 2010. Avec un cynisme incroyable, la direction a d'abord installé des barreaux aux fenêtres et des matelas pour amortir les défenestrations. Puis elle a fait signer un document aux salariés, disant que l'entreprise ne verserait rien à leurs familles en cas de suicide. Mais ça bouge à Foxconn. L'entreprise a ainsi fait l'actualité parce qu'elle a dû consentir des hausses de salaires de 70 % pour mettre fin aux grèves de ses salariés. Mais si l'entreprise a perdu cette manche contre ses salariés, elle prépare sa revanche : une délocalisation... à l'intérieur de la Chine.

Mise en page par Meta-systems
59100 Roubaix

N° édition : L.01ELKN000392.N001
Dépôt légal : mai 2011